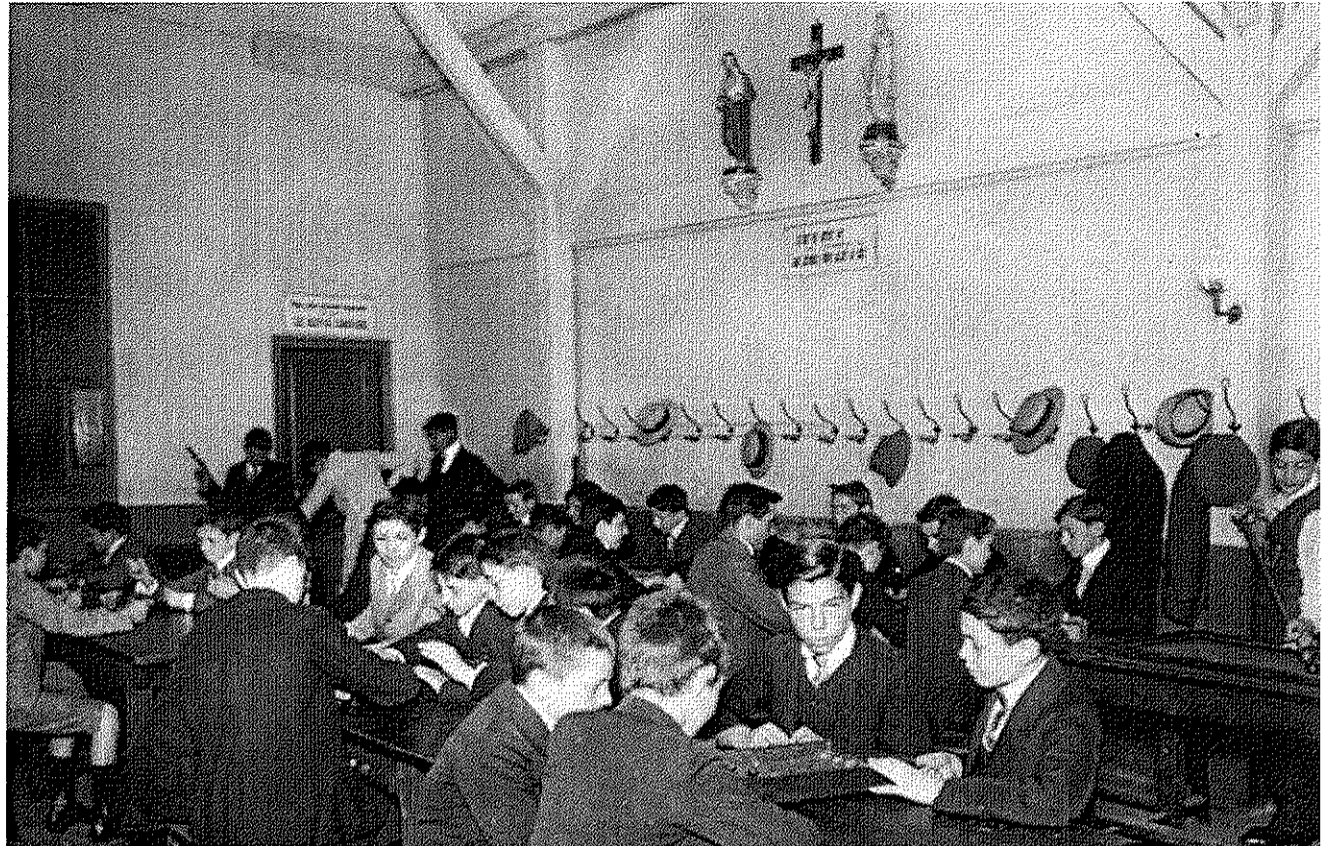


Notre école doit-elle faire l'objet d'une révolution ?

Vendredi, une trentaine d'associations ont appelé le politique à « refonder » l'école. Une bonne idée ?



Pour les signataires de l'appel, la diversité des réseaux passe pour une source de problèmes. Pour la ministre, c'est une richesse. © D&K

Notre école francophone aligne quelques vilains records. Nous sommes, littéralement, les champions de l'échec (nos taux de redoublement de 50 % en secondaire nous installent au-dessus du podium).

Aussi, et comme on l'a récemment évoqué dans ces colonnes (*Le Soir* du 29 janvier), la Communauté française occupe le haut du classement des écoles les plus inégalitaires (seules la France et la Flandre font « mieux » que nous).

Le pouvoir politique agit, mais de façon pusillanime. Parce que l'argent manque ou parce que le consensus politique est problématique ou impossible.

Marre: voilà le mot qui résume le mieux l'appel lancé vendredi dernier par 29 associations, 5 syndicats et 6 pédagogues de renom (1).

Ces acteurs dénoncent le redoublement excessif, le caractère inégalitaire de notre école ou notre système de relégation. Ils demandent au politique d'oser ouvrir le débat en « *levant les tabous qui empêchent toute évolution du système.* » A savoir le quasi-marché scolaire (dû à la liberté totale de choix), la diversité des réseaux ou la hiérarchie des filières. Après débat avec les acteurs scolaires, le politique élaborerait un « *projet global concerté et cohérent* » et en planifierait la mise en œuvre sur deux législatures au moins. « *Il faut empoigner le taureau par les cornes, écrivent les signataires de l'appel. Mais le taureau est imposant. Il ne changera sa course que soumis à une force massive constante et durable.* » ■

PIERRE BOUILLON

(1) Le mouvement pédagogique Changement pour l'égalité (Cgé) et l'Appel pour une école démocratique (Apéd) sont les chevilles ouvrières de cet appel. Dans la liste des signataires, on trouve ATD Quart-Monde, Collectif Alpha, Culture et démocratie, Fapeo (parents de l'officiel), Ligue de l'enseignement, Ligue des familles, Ligue des droits de l'enfant, Ligue des droits de l'homme, Lire et écrire, Mouvement ouvrier chrétien, Unicef-Belgique, les syndicats enseignants CGSP, CSC et SEL-Setca et les interprofessionnelles FGTB et CSC. On a aussi les pédagogues Marcel Crahay et Dominique Lafontaine (ULg), Bernard Delvaux, Vincent Dupriez et Benoît Galand (UCL) et Marc Demeuse (Umonis).

Marie-Martine Schyns : « Pas de grand soir... »

ENTRETIEN
Marie-Martine Schyns (CDH) est ministre de l'Éducation.

Comment interprétez-vous cet appel à une refondation de l'école ?

C'est le genre d'appel qui doit plaire à un certain public. Mais la révolution, ce n'est pas une bonne idée. Je ne peux pas être d'accord avec cet appel. L'école doit s'insérer dans une évolution permanente, étalée sur plusieurs législatures - le temps scolaire n'est pas le temps politique. Mais je ne crois pas au grand soir. Cela, c'est un rêve théorique. Et moi, je suis dans la réalité. Et la réalité, c'est 120.000 enseignants. Les évolutions, il faut les mener avec eux. Je dois

travailler avec eux. Il faut leur adhésion.

Tout ça c'est lent, non ?

Pas forcément. Mais pour fonctionner, les réformes ne doivent pas tomber sur la tête des enseignants. Il faut qu'ils y croient. La stratégie de Marie-Dominique Simonet consistait à faire bouger les lignes, sur le terrain. C'est l'idée de Décolage (mise en réseau d'écoles engagées dans la lutte contre l'échec), qui réunit 300 écoles désormais. Ce n'est plus une expérience pilote, ça. C'est une communauté. Et peu à peu, ça devra s'étendre à la Communauté (française) et ce projet devra se poursuivre sur l'autre législature.

Évoquons le redoublement: ce serait réellement insensé que la ministre agisse, prenne une mesure, pour freiner cette pratique excessive ?

Il y a chez nous une culture de l'échec, analysé comme une preuve de rigueur. Les choses doivent changer mais, encore une fois, avec l'adhésion des acteurs de terrain. Si on décide d'interdire purement et simplement le redoublement, les enseignants chercheront des alternatives, des échappatoires.

Notre organisation en réseaux est également mise en accusation.

C'est excessif, encore une fois. Diversité des réseaux ne signifie pas enseignement de mauvaise qualité - re-

gardez la Flandre. Et réseau unique ne signifie pas école de qualité - regardez la France, où l'on redouble beaucoup, aussi. La diversité des réseaux est une richesse. Savez-vous que ce que les réseaux subventionnés ont apporté, en termes d'infrastructures, équivaut à un montant de 14 milliards ?...

Le réseau unique, non. Mais il faut des synergies, des collaborations, davantage de fluidité entre les réseaux. C'est le sens de Décolage (qui ne mène en interréseaux), de la réforme des titres et fonctions ou de mon projet de Coupole qui doit rassembler l'ensemble des écoles publiques... ■

Propos recueillis par P.Bn

Jean-Pierre Kerckhofs : « Marre des réformettes »

ENTRETIEN

Jean-Pierre Kerckhofs est le président de l'Apéd (Appel pour une école démocratique).

Il est l'une des chevilles ouvrières de l'appel à une refondation de l'école.

Le déclencheur de cet appel, c'est quoi ?

Il n'y a pas de déclencheur particulier, sinon l'approche des élections. Mais il y a une lassitude. On en a marre des réformettes. On fait des petits pas mais on ne franchit pas la ligne de démarcation. A propos du quasi-marché scolaire, par exemple, on régule un petit peu. On n'ose pas mettre fin à ce marché avec une vraie régulation qui s'attaque à l'obligation de choix.

Ce qui est en procès, au fond, c'est la politique des petits pas, notamment préconisée par l'ex-ministre de l'Éducation Marie-Dominique Simonet: on

lance des expériences pédagogiques, on évalue et, si ça marche, on généralise...

Elle a incité à une certaine autonomie locale, en laissant tester de bonnes pratiques. Ne soyons pas injuste: cette politique est plus ancienne que Marie-Dominique Simonet. Et disons-le: ce n'est pas une politique vraiment très courageuse. On ne s'attaque pas aux fondements du système, aux vrais problèmes.

Vous ciblez la diversité des réseaux comme une source de problèmes. En quoi cette organisation est responsable des problèmes ?

Dans l'enquête que l'Apéd a menée sur les résultats Pisa (Le Soir de mercredi dernier), on montre bien que les réseaux sont l'un des éléments qui contribuent à la ségrégation. La fréquentation des réseaux ne se fait pas de façon identique en fonction de l'origine sociale - il

y a dans le libre une fréquentation plus importante de jeunes issus de milieu favorisé. Mais indépendamment de ça, pour s'attaquer au marché scolaire, il faut prendre en compte la question des réseaux parce qu'il n'est pas possible de réguler de manière forte dans un système public avec, à côté de ça, un réseau parallèle, qui est le réseau libre, qui lui ne serait pas régulé.



« On ne s'attaque pas aux fondements du système, aux vrais problèmes »

Vous ciblez le redoublement, aussi. Que peut-on faire, à ce niveau ?

L'appel évoque le redoublement excessif. L'Apéd, lui, dit qu'il ne faut pas supprimer purement et simplement le redoublement. Des expériences ont montré que cela ne marchait pas. On a des élèves qui sont dans la culture du redoublement. Si vous leur

dites: vous pouvez passer dans la classe supérieure, c'est malheureux à dire mais beaucoup ne feront plus rien. Les élèves ont été éduqués comme ça - je dois étudier pour passer à l'année suivante.

Si on supprime le redoublement, il faut le faire par étapes, en commençant par les élèves du début du primaire, dont l'esprit n'aura pas encore été per-

verti par le système. De toute façon, le redoublement - s'il est certes dramatique - mesure l'échec. Ce qu'il faut éviter, c'est l'échec en tant que tel.

Comment faire ?

On doit notamment agir sur l'encadrement. On sait que là où il est de qualité, là où il y a moins d'élèves par classe, là où il y a davantage de remédia-

tion, il y a moins d'échec.

Les normes actuelles sont trop élevées ?

Oui. On a fait des efforts. Mais on n'a pas énormément amélioré la situation. Je ne crache pas dans la soupe - on a fixé des normes et c'est bien parce qu'il y avait des abus. Mais nous préconisons 15 élèves par classe dans les premières années du primaire - 20, ensuite. Une étude américaine a montré que, les élèves, surtout s'ils sont issus de milieux défavorisés, s'en sortent mieux s'ils ont été scolarisés dans de petites classes de 15 maximum - ils s'en sortent mieux pendant ces années-là mais aussi pendant les années qui suivent - les effets perdurent jusqu'à 15/16 ans. Si l'on doit faire des efforts, et nous pensons qu'il le faut, c'est d'abord en amont, au début du primaire. ■

Propos recueillis par P.Bn